# Le Cameroun, la crise anglophone et la pression internationale

## Enjeux historico-géopolitiques et nivellement conservateur de la forme de l'État

Éric Wilson FOFACK(1),
Ludovic Boris POUNTOUGNIGNI NJUH(2)

(1) Université de Dschang (Cameroun),
(2) Université Assane Seck, Ziguinchor (Sénégal)

**DOI : https ://doi.org/10.17184/eac.8667**

**Résumé :** L'un des défis auquel les États du Sud sont confrontés est la difficulté de jouir pleinement de leur souveraineté face à l'hégémonisme des pays du Nord. Les crises sont une faille que ces derniers cherchent fréquemment à exploiter à cette fin. Cet article aborde la médiation comme instrument de géopolitique entre les mains des grandes puissances, dont l'arrimage aux luttes d'intérêts érode, au Sud, l'efficacité en tant que démarche de neutralisation des conflits. En prenant le cas du Cameroun après l'exacerbation de la crise anglophone en 2016, il s'agit d'une recherche qualitative qui s'appuie sur les données empiriques tirées des actes de communication diplomatique des grandes puissances et de l'État du Cameroun. L'objectif est de comprendre les tenants et les aboutissants des constructions discursives autour de la crise et des options de résolutions qu'elles ont proposées ; mais aussi comment, entre interventionnistes et souverainistes, l'État camerounais, bousculé par la crise, a réussi à préserver sa souveraineté et sa forme constitutionnelle. L'analyse révèle l'importance des pesanteurs historiques dans la construction des alliances politico-diplomatiques et le nivellement conservateur des relations de pouvoir dans certains États du Sud, malgré le contexte géopolitique propice à la multipolarité en ce début du XXIe siècle. Elle documente aussi le lien entre la raison « humanitaire » et le jeu des intérêts dans l'intervention des grandes puissances dans les crises sociopolitiques dans cette sphère.

**Mots-clés :** Cameroun, crise anglophone, médiation internationale, souveraineté, diplomatie, géopolitique.

**Abstract :** One of the challenges that the Global South states commonly face is the difficulty of enjoying their entire sovereignty, because of hegemonic ambitions of great powers. They use interventionist possibilities correlated to the multiplicity of crises to achieve that goal. This paper deals with mediation as a geopolitical tool whose entanglement with national interest by great powers undermines its efficiency as conflict resolution approach in the South. The context of Cameroon in the wake of the Anglophone crisis since 2016 is our case study. In a qualitative approach, we focus on empirical data collected from diplomatic communication acts by the great powers and the Cameroonian state during this crisis. The aim is to understand the stakes of the discursive constructions around and solutions they proposed and how, between interventionists and sovereigntists, the Cameroonian state managed to preserve its sovereignty and its constitutional form. The analysis reveals the importance of historical drawbacks in political-diplomatic

alliances and the conservative management of power in some Global South states, despite the geopolitical context, favourable to multipolarity in beginning 21st century. It also shows the link between "humanitarian" argument and the game of interest in the intervention of the great powers in the socio-political crises in the Global South.

**Keywords :** Cameroon, Anglophone crisis, international mediation, sovereignty, diplomacy, geopolitics.

## Introduction

La condamnation de la violence est phénotypique de la diplomatie contemporaine. Pour des « raisons humanitaires », elle justifie la médiation, entendue comme processus de gestion de conflit, distinct des négociations entre les parties, où les parties en conflit sollicitent ou acceptent l'aide d'un individu, d'un groupe ou d'une organisation pour changer leurs perceptions ou leurs comportements, sans utiliser la force ou l'autorité de la loi (Bercovitch, 1991 ; Dieckhoff, 2014 : 109 ; Wallensteen & Svensson, 2014 : 316). En tant que démarche d'apaisement, la médiation exclut la contrainte sur les protagonistes (Mballa Éyenga, 2000 : 12) et « ce ne peut donc en aucun cas être le tiers médiateur qui décide de l'intérêt et de l'opportunité d'une médiation pour les parties » (Bardiès, 2023 : 57). La crise de l'État au Sud suscite cependant une application différenciée de ces principes quand on observe l'attitude de certaines grandes puissances. Si elles se l'adjugent comme obligation morale, la médiation est en effet davantage, pour elles, un instrument de géopolitique. En tant que telle, elle est alors assimilée à d'autres leviers de la diplomatie (alliances politiques, militaires, économiques, etc.) et se retrouve affectée par la lutte des intérêts (Touval, 2003 : 93 et 95 ; Henry, 2018 : 3). Comment les États du Sud tirent-ils leur épingle de ce jeu ?

En octobre 2016, des avocats camerounais anglophones initient des revendications pour la préservation du *Common Law*, système juridique d'inspiration anglo-saxonne, tandis que des enseignants de même obédience réclament celle de leur sous-système éducatif. Ils fustigent la « francisation » politique, juridique, administrative, culturelle voire socio-économique depuis au moins l'unification de mai 1972 (nous y reviendrons plus loin), par le régime de Yaoundé. Tandis que le gouvernement ébauche des réponses, la situation est récupérée par ceux qui revendiquent la sécession depuis des décennies. L'« Ambazonie » proclamée veut s'ériger dans les limites des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (Koungou, 2018). Yaoundé déploie l'armée pour sauver l'intégrité du territoire. Les escarmouches brouillent cependant les limites entre la légitimité de la violence symbolique et la répression des droits de l'homme par l'État d'une part, et, d'autre part, entre le droit à l'autodétermination et le terrorisme côté insurgés. Comment le Cameroun a-t-il réagi à la pression internationale suscitée par ce tournant violent de la crise anglophone ?

Ce travail montre comment, profitant du contexte, des puissances ont construit des narratifs épousant leurs intérêts et comment le Cameroun s'est défendu. Il s'agit de comprendre les enjeux, les approches de la crise et la manière dont les pesanteurs historiques atténuent les perspectives de recomposition géopolitique au Sud, malgré le chemin que se fraie la multipolarité sur la scène internationale. L'attitude des grandes puissances à l'instar des États-Unis d'Amérique (USA), de certains membres de l'Union Européenne (France, Allemagne) et de la Grande-Bretagne, entre autres,

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

aura été bidirectionnelle. L'analyse des actes de communication diplomatique (audiences, auditions, communiqués, conférences de presse, discours) relayés par divers canaux (correspondances, radio et télédiffusion, communiqué de presse, presse digitale) laisse en effet cerner deux principales sensibilités internationales à la crise. Celle des « progressistes » se heurte aux partisans du *statu quo* et à l'État camerounais qui veut préserver sa souveraineté et sa forme constitutionnelle, sans bousculer les alliances diplomatiques établies depuis les indépendances.

## 1 Rhétorique progressiste et interventionniste

Le « progressisme » renvoie ici à l'exigence des concessions de la part de l'État camerounais vis-à-vis des revendications anglophones. Dans cette approche, l'on retrouve les puissances qui ramènent la crise dans le giron du débat relatif à l'alternance au sommet de l'État. Les USA, qui ont accru leur influence dans le Golfe de Guinée[1], font monter en premier la pression sur Yaoundé. Face au déploiement de l'armée par le gouvernement camerounais, le Département d'État américain parle en effet déjà de violation des droits de l'homme et demande au gouvernement de considérer les demandes d'autonomie des anglophones dès décembre 2016. Alors que la crise s'est métastasée en 2017, Washington élabore une assistance humanitaire, mais accentue la pression sur Yaoundé. C'est ainsi que dès novembre 2017, il plaide l'inscription de la crise dans l'agenda des discussions du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), où sa position est renchérie par les Pays-Bas et la Norvège (International Crisis Group-ICG, 2019 : 20 et 22). Après les incendies en mai 2018 des villages par les forces de sécurité dans les régions anglophones, Peter Henry Barlerin, ambassadeur des États-Unis au Cameroun, suggère à Paul Biya, président depuis 1982, de songer à son héritage historique et politique, et donc de quitter le pouvoir pour permettre au régime de se régénérer et s'ajuster aux aspirations des populations. Cette proposition sonne d'un ton moralisateur pour le gouvernement. C'est ainsi que le ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella, dénonce l'ingérence ainsi que la violation des règles de civilité et du droit par le diplomate américain (Bouboutou, 2018).

Malgré ce rappel, Washington continue de désapprouver les choix de Yaoundé face à la crise. En juin 2018, le Congrès américain organise, en effet, deux auditions sur le Cameroun ; l'une au sein de la commission Tom Lantos des droits de l'homme et l'autre à la commission des Affaires étrangères. Des sénateurs comme Ben Cardin, Richard Durbin, Amy Klobuchar, Elizabeth Warren et Kamala Harris (pas encore Vice-présidente des USA) soutiennent alors la confrontation contre Yaoundé et proposent la réduction de l'aide militaire américaine et des sanctions contre les responsables des violations des droits humains au Cameroun. Le 18 mars 2019, Peter Tibor Nagy, sous-secrétaire

[1] Les États-Unis cherchent à se positionner en tant qu'acteur majeur et direct de la géopolitique en Afrique subsaharienne depuis les années 2000. Cela se manifeste entre autres par : le lancement de *l'African Growth and Opportunity Act* (AGOA) en 2000 ; la multiplication des accords de coopération militaire avec des pays du Golfe de Guinée (Sao Tomé et Principe, Gabon et Angola) en 2003-2004, le lancement de *l'African Partnership Station* (APS) en 2006 et la création de la *United States Africa Command* (AFRICOM) en 2007. Entre 2001 et 2010, les importations américaines en provenance de l'Angola, du Cameroun, du Tchad, du Gabon, du Nigeria et de la République Démocratique du Congo augmentent de 40 %. Dans le même temps, l'ensemble des importations d'hydrocarbures ne progresse que de 16 % (Vilboux, 2019 : 4). Au moment où éclate la crise sécuritaire de Boko Haram dans la partie septentrionale du Cameroun, le rapprochement entre Washington et Yaoundé s'observe par un appui logistique en drones en faveur de Yaoundé, et de 300 instructeurs aux côtés des forces armées camerounaises engagées au front.

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

d'État chargé des Affaires africaines, reçu par Paul Biya, propose le dialogue (auquel s'oppose celui-ci), et dénonce aussi ce qu'il perçoit comme un acharnement contre les leaders et les militants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC)[2]. S'il est venu tutoyer ainsi le régime, Washington cherche en fait déjà à internationaliser la crise pour tracer la voie à une intervention de la « communauté internationale ». C'est du moins ce qu'il espère, en vain comme nous le verrons après, de la réunion formule *Arria* convoquée, à sa demande, par l'Organisation des Nations Unies (ONU) le 13 mai 2019 (ICG, 2019 : 22)[3]. Trois jours plus tard, Tibor Nagy plaide à la Commission des Affaires étrangères du Congrès l'inscription de la situation sécuritaire au Cameroun sur l'agenda du CSNU, du fait de l'intensification de la crise humanitaire face aux solutions inadéquates du gouvernement. Mais depuis la réunion du 13 mai 2019 où la thèse interventionniste a été écartée à l'ONU, Washington ne s'est plus encore montré vindicatif.

Celle qui a aussi prôné l'approche progressiste dans la résolution de la crise anglophone, sans toutefois aller jusqu'à plaider l'intervention, est l'Allemagne. Son intérêt pour le Cameroun plonge ses racines dans l'histoire. Entre le 12 juillet 1884 et février 1916, le Cameroun était, en effet, dans le sillage de la colonisation, son protectorat. Évincée par la coalition franco-belgo-britannique pendant la Première Guerre mondiale, elle n'a jamais concédé à la communauté internationale de l'avoir privé des possessions coloniales dans les négociations de Versailles. C'est donc favorablement que le pays accueille l'accession du Cameroun à l'indépendance et noue avec lui des relations diplomatiques. Mais au-delà des contacts de hauts-niveaux ainsi qu'une coopération technique et financière importante (Mouelle Kombi, 1996 : 144-145), l'Allemagne a toujours peiné à retrouver le seuil d'influence qui fut jadis le sien. C'est sans doute par souci de protection des droits de l'homme, mais l'attitude de Berlin traduit aussi une certaine indignation au sujet de la gouvernance politique post-coloniale au Cameroun. Ainsi, la chancelière Angela Merkel s'accorde avec le Parlement (*Bundestag*) qui conditionne l'aide au développement au cessez-le-feu et au règlement pacifique de la crise (Köpp et Amadou, 2019).

Cette position de l'Allemagne n'est pas sans incidence sur l'Union Européenne (UE) dont elle est la locomotive. En avril 2019, cette dernière réclame le respect des droits politiques, la réhabilitation des institutions démocratiques et le dialogue inclusif pour trouver des solutions pacifiques et durables à la crise anglophone. La Commission de l'UE n'exclut pas d'ailleurs de revoir l'aide au développement et l'assistance sécuritaire au Cameroun si le gouvernement ne fait pas de progrès rapides vers les solutions souhaitées. Le Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse, de pair avec le Centre pour le Dialogue Humanitaire (CDH), explore quant à lui les voies de médiation

[2]L'élection présidentielle d'octobre 2018 est suivie d'un contentieux. Le Conseil constitutionnel ayant déclaré Paul Biya, candidat du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) vainqueur, Maurice Kamto, leader du MRC est arrêté dans son domicile privé à Douala le 26 janvier 2019 après une marche pacifique de protestation, puis emprisonné à Yaoundé avec près de 200 membres et alliés de son parti. Pendant le contentieux post-électoral, le MRC avait soulevé la situation sécuritaire et sociale dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour requérir une annulation partielle des résultats du scrutin.

[3]Washington pensait profiter de la posture dénonciatrice de la violation des droits de l'homme par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale et par le Secrétaire Général, António Gutierrez, dès le début de la crise.

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

et de résolution pacifique du conflit. Dès fin 2018, le CDH multiplie ainsi des contacts avec des fédéralistes anglophones et certains séparatistes. L'offre de médiation est présentée à l'État camerounais en mars 2019 dans le sillage de la visite du président suisse. Elle est réitérée en avril 2019 à la faveur d'une audience accordée par Paul Biya à l'ambassadeur de Suisse (ICG, 2019 : 21-23). Toutefois, ce ne sont ni cet activisme, ni les manœuvres de pression initiées plus tôt par les autres pays qui influencent la crise. La rhétorique progressiste est en fait challengée par les pesanteurs historiques qui sous-tendent un discours d'un ton contraire.

## 2 Pesanteurs historiques et « souverainisme »

Il y a des puissances qui ont directement ou indirectement pris le parti de Yaoundé dans la gestion de la crise anglophone. Contrairement aux interventionnistes qui dessinent le spectre de l'« État failli » sur le Cameroun, elles encouragent une approche créditant les initiatives du gouvernement. Cette posture a été celle des anciennes puissances mandataires et tutélaires, à savoir la France et la Grande-Bretagne. Pour ces dernières, l'enjeu était de vider la thèse alarmiste qui, dans ses développements, leur impute une part de responsabilité, notamment dans la genèse du conflit ; mais aussi, dans le cas de la France, de conserver Yaoundé dans son giron géopolitique. Éclipsant l'Allemagne, ces deux pays se partagent en effet le Cameroun le 4 mars 1916 (Éyélom, 2003 : 265-296) et l'administrent dans le cadre du mandat de la Société des Nations (1922-1946) et de la tutelle des Nations Unies (1946-1960). Autrement dit, elles influencent la construction politico-administrative, socio-économique et culturelle, le Cameroun dont la partie orientale (dite « Cameroun français ») qui accède à l'indépendance le 1er janvier 1960, tandis que le « Cameroun britannique » choisit le rattachement et l'indépendance avec elle en février 1961, dans le sillage du référendum organisé par les Nations Unies. Cette réunification devient officielle le 1er octobre 1961 (Ngoh, 2011 : 35-36 ; Abwa, 2010 : 376). L'« affaire du Cameroun septentrional » (rattachement du *Northern Cameroons* au Nigeria) refroidit cependant les rapports entre Yaoundé et Londres, soupçonné d'avoir favorisé ce détachement. C'est en 1962 que Yaoundé ouvre une représentation diplomatique à Londres. L'évolution est différente entre Yaoundé et Paris. Les accords de coopération de défense signés en 1959 et économiques du 13 novembre 1960 resserrent leurs liens. Depuis l960, la France est ainsi une « alliée » pour le Cameroun sur la scène internationale. Elle est le premier partenaire commercial et le premier investisseur au Cameroun qui est le premier destinataire de son aide public au développement en Afrique centrale (Mouelle Kombi, 1996 : 56, 134-137 et 126-133).

Ainsi, le soulèvement les sécessionnistes est partiellement lié à la domination franco-britannique. Elle a légué la dichotomie politico-administrative, socio-économique, éducative et culturelle dont les survivances sont des germes de tensions que la réunification (1961) et l'unification (mai 1972) n'ont pas neutralisé. C'est pourquoi, face au conflit dont les repères historiques les condamnent, Paris et Londres soutiennent le statu quo. En 2017, Londres s'abstient ainsi des discussions à ce sujet au CSNU ; tandis que la Haute Cour de justice de la Queen's Banch Division rejette la plainte du séparatiste Makweley Lysongo dénonçant le référendum de 1961 et condamnant Yaoundé pour crimes contre les droits de l'homme dans les régions anglophones du pays. En

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

marge du sommet du Commonwealth d'avril 2018, la Grande-Bretagne, et avec elle cette organisation, se limitent à l'exhortation au dialogue, à la décentralisation et au respect des droits humains dans les régions en crise. En 2019, elle accorde une assistance humanitaire chiffrée à 2,3 millions d'euros (plus de 1,5 milliard de FCFA) au gouvernement camerounais pour soutenir les déplacés internes (ICG, 2019 : 21-22).

Pour sa part, Paris s'est ouvertement montré solidaire au régime qu'il soutient depuis 1960. La prétention américaine à formuler des directives sur la question le préoccupe. C'est pourquoi, Emmanuel Macron, distant depuis son élection en mai 2017, se livre aux échanges téléphoniques en juin et octobre 2018, puis en février 2019 avec Paul Biya. Paris défend la « solution politique à la crise » au moyen du dialogue et de la décentralisation, loin de tout fédéralisme (Actu Cameroun, 2018). Alors que certaines puissances exigeaient déjà le dialogue, la suite des faits laisse penser que c'est en phase avec ces orientations que le Yaoundé ajuste sa réponse à la crise et à la pression internationale. C'est ainsi qu'est créé, le 30 novembre 2018 un Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR). Sa mission est d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants des régions anglophones, mais aussi de Boko Haram qui sévit au Nord du pays. Par ailleurs, c'est après une audience de novembre 2019 accordée à Gilles Thibault, ambassadeur de France au Cameroun, que Yaoundé libère 289 détenus anglophones (ICG, 2019 : 21). Avec la France à ses côtés, le régime dispose ainsi d'un soutien influent, dont le droit de véto permet de contrer la position américaine sur le dossier au CSNU. Au sein de l'UE, elle tempère le débat en suggérant une démarche « mesurée » et digne des rapports avec le Cameroun qu'elle présente comme l'un des rares alliés de l'union dans la géopolitique africaine (ICG, 2019 : 21-22). Paris nivelle ainsi la position de Berlin et éclipse Genève. Sa voix est amplifiée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). L'Union Africaine (UA) dont l'UE est un partenaire clé entre aussi en phase avec Yaoundé, après les fulminations de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples contre le gouvernement camerounais au début de la crise.

De fil en aiguille, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CÉMAC) condamnent les violences, mais ne bousculent pas le gouvernement. Globalement, plusieurs pays africains, se rangent du côté de Yaoundé. La Guinée équatoriale, l'Éthiopie et la Côte d'Ivoire s'opposent en l'occurrence en novembre 2017 à l'inscription de la crise sur l'agenda du CSNU. Dès janvier 2018, le Nigeria, premier partenaire économique africain du Cameroun, met aux arrêts des chefs séparatistes à Abuja et les extrade au Cameroun, au même titre que des réfugiés camerounais suspectés d'avoir pris part aux hostilités de manière directe ou indirecte. L'opération « Delta Safe 3 » dans le Cross River permet aussi de juguler le trafic d'armes et les allers-retours des sécessionnistes entre le Nigéria et le Cameroun (ICG, 2019 : 22-24). Épaulé de cette façon et non inquiété par les puissances asiatiques[4] et eurasiatiques, Yaoundé garde ainsi la main dans les régions anglophones. Toutefois, préserver l'intégrité du pays procède aussi

[4]On peut citer la Chine et la Russie dont l'intérêt pour le Cameroun s'accroît depuis des années. Elles s'éloignent des questions politiques internes. Toutefois, en maintenant la collaboration, elles confortent l'Etat dans ses choix face à la crise anglophone. C'est le soutien chinois qui est manifeste avec le don de 1,7 milliard de FCFA (août 2018) et 1,6 milliard de FCFA (août 2019) en appui au Plan humanitaire d'ur-

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

de la manière dont le gouvernement a défendu les prérogatives de l'État, d'après les dispositions de la constitution du pays et le statut de pays souverain.

## 3 Légitimation du contexte et des ressorts souverains du pouvoir

L'implication des grandes puissances a eu des répercussions sur les débats et les stratégies adoptées par le gouvernement camerounais. Tirant profit du soutien de certains États, il ajuste en effet sa réponse à la crise anglophone et parvient à renforcer la raison nationale à côté du jeu international. D'emblée, il dédramatise la crise en l'assimilant à une évidence en démocratie. Ce faisant, Yaoundé pose dans le paysage des représentations autour de la crise une balise de rapprochement, y compris avec les USA passés par la Guerre de sécession en 1861-1865. L'astuce est de suggérer que si les grandes démocraties sont passées par de vifs moments de désaccord national, alors la crise est une secousse à laquelle la « jeune démocratie » camerounaise est confrontée, la nation saura surmonter avec les institutions et les dirigeants dont elle s'est souverainement dotée. Ce discours cherche à tempérer les progressistes et à amoindrir la pertinence de la rhétorique interventionniste. À l'attention de la communauté nationale et internationale, il vise la légitimation des mesures prises par l'État ; comme pour signifier qu'à situation exceptionnelle correspond mesure d'exception. C'est ainsi que contre les allégations de brutalités en mai 2018, Yaoundé prend le parti de l'armée, qu'il présente comme « professionnelle » et s'acquittant de ses missions régaliennes de défense de l'intégrité du territoire et de la protection des citoyens. Il s'agit ainsi de raffermir la légitimité du régime et de ses instruments politiques, ainsi que le respect de la souveraineté du peuple camerounais (Voice of America, 2018).

Le palier suivant du discours de Yaoundé s'articule autour de la dénonciation de l'ingérence que dissimule l'argument humanitaire des pro-interventionnistes. C'est la substance de l'intervention de Michel Tommo Monthe, ambassadeur représentant permanent du Cameroun auprès des Nations Unies, le 13 mai 2019 à New York :

> La présente réunion sous formule *Arria* ne rencontre pas l'adhésion du Cameroun […] Le sujet même sous examen, à savoir la situation humanitaire au Cameroun, a-t-on suffisamment répété, ne constitue en rien une menace à la paix et à la sécurité internationales […] D'aucuns ont avancé l'argument de prévention. Quelle prévention alors ! Pourrait-on s'écrier et quelle serait la ligne de démarcation entre prévention et volonté d'intervention sous des prétextes humanitaires qui hantent certains esprits ? Sans doute, certains sont venus à cette rencontre avec l'encre appropriée pour peindre le Cameroun tout en noir, pays d'enfer et de maux indicibles […] D'autres, enfin, sont venus à la présente rencontre sans doute à la recherche de marchés pour leurs ONG en gonflant à souhait les chiffres des besoins humanitaires. Quant à nous, et à nos partenaires réellement soucieux de la transparence, de la traçabilité, bref de l'efficacité de l'aide humanitaire, nous sommes venus dire que le Cameroun est debout, têtu comme la vérité, visant l'émergence en 2035, pays qui n'est pas au paradis,

gence et de reconstruction des régions anglophones adopté en juin 2018 par le gouvernement camerounais (Bell, 2018).

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

> mais pas en enfer non plus, mais bien sur la terre des hommes cherchant patiemment et méthodiquement sa voie de développement endogène, en cette période charnière où les réalités et les survivances du XX$^{e}$ siècle s'imbriquent encore dans celles du XXI$^{e}$ siècle s'affirmant ; dans un contexte où les rivalités de puissance, d'intérêt et d'idéologie vont crescendo dans diverses parties du monde ; dans une Afrique qui se projette à l'horizon 2063 comme un continent prospère, libre, uni, paisible et acteur majeur dans les relations internationales […] Le Gouvernement est à pied d'œuvre pour trouver des solutions idoines dans ces deux régions (Camer.be, 2019).

Le gouvernement camerounais renvoie ainsi dos à dos la thèse interventionniste et l'exigence d'une prise en compte des ambitions des pays du Sud sur une scène internationale dont la recomposition invalide la rémanence tutélaire du monde post-1945. La plaidoirie de Michel Tommo Monthe renforce une autre approche de la crise et atténue celle défendue jusque-là par Washington. C'est sur cette même lancée que le 28 mai 2019 à Yaoundé, Lejeune Mbella Mbella, réitère le refus de toute ingérence à l'attention des ambassadeurs accrédités au Cameroun : « Il n'appartient à aucun pays dans le monde, dit-il, de nous donner des institutions qui ne sont pas les nôtres […] Le Cameroun reste un État de droit, un État indépendant et un État qui est jaloux de sa souveraineté » (Ndoumbe, 2019). En insistant sur le caractère non menaçant de la crise pour la paix et la sécurité internationales, Yaoundé dévie l'attention sur la problématique de la souveraineté à laquelle sont confrontés les pays du Sud. Entre 2018 et 2019, la diplomatie camerounaise dans le sillage de la crise au Nord-Ouest et au Sud-Ouest est ainsi un cas d'usage de la souveraineté qui préserve les institutions tout en pérennisant un régime bousculé par une crise de la gouvernance.

C'est dans ce cadre que le Grand Dialogue National (GDN) sur la situation au Nord-Ouest et au Sud-Ouest est convoqué le 10 septembre 2019 par Paul Biya dans un discours radio-télévisé. Il se tient du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Yaoundé. Comme cadre de communication politique, son but est de rassurer la communauté internationale sur les « bonnes intentions » du régime et de neutraliser les protestations internes. Dans la forme, l'assurance voudrait procéder de la convocation de six cents acteurs de la vie politique camerounaise, de divers profils, dont deux tiers des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et environ 5% de la diaspora. Les travaux sont dirigés par le premier Ministre, Chef du Gouvernement, Joseph Dion Ngute. Dans le fond, Yaoundé diversifie les sujets de débats ; car les commissions explorent des voies nouvelles pour : le bilinguisme, la diversité culturelle et la cohésion sociale ; le système éducatif ; le système judiciaire ; la décentralisation et le développement local ; la reconstruction et le développement des régions touchées par la crise ; le retour des réfugiés et des personnes déplacées ; le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants et le rôle de la diaspora dans la crise et la contribution au développement du pays (Rapporteur général du Gouvernement du Cameroun, 2019). Les travaux sont agrémentés par la libération de 333 détenus impliqués dans la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest le 3 octobre 2019, ainsi que de Maurice Kamto et d'une centaine de militants du MRC, incarcérés en janvier 2019, le lendemain. Plusieurs résolutions couronnent le GDN. Cependant, le gouvernement mise sur l'accélération de

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

la décentralisation, avec un statut spécial aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, pour délégitimer les revendications politiques de plus en plus régionalistes, le sécessionnisme et le débat sur la forme de l'État. En son titre premier, article 1er, alinéa 2, la constitution en vigueur au moment de la crise, celle du 18 janvier 1996 modifiée et complétée le 14 avril 2008, stipule en effet que :

> La République du Cameroun est un Etat unitaire décentralisé. Elle est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle reconnaît et protège les valeurs traditionnelles conformes aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et à la loi. Elle assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi[5].

Salué par des chancelleries européennes, l'ONU, l'UA, l'OIF et le Commonwealth, le GDN laisse néanmoins sceptiques des acteurs politiques camerounais. En fait, la majorité des personnes qui avaient été conviées au dialogue appartenaient à l'élite politique proche du pouvoir, malgré la diversité apparente des profils. Dans le sens de la démarche voulue par le gouvernement, ils magnifiaient le GDN et ses résolutions[6]. L'exclusion de la forme de l'État par le régime nourrit aussi ce scepticisme. C'est ainsi que, entre autres, Akéré Muna, du Mouvement « Now » quitte le GDN au deuxième jour. Jean-Jacques Ékindi du Mouvement Progressiste fait pareil (même si c'est pour rejoindre le parti au pouvoir quelques mois après). Dans un paysage politique interne alors escarpé entre les partisans de l'interventionnisme et ceux du statu quo, Yaoundé parvient ainsi à forger le « consensus » autour de la démarche de l'État qui, en fin de compte, triomphe. Si le Comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations du dialogue, créé le 23 mars 2020, est à l'« œuvre », les avancées notoires se limitent en effet à la du 24 décembre 2019 accordant, entre autres, le statut spécial à ces régions anglophones en crise, d'une part[7], et d'autre part aux élections régionales du 6 décembre 2020, permettant d'activer les Conseils régionaux. En posant ces actes de décentralisation, Yaoundé émascule les revendications sur les spécificités (linguistiques, historiques, éducatives, juridiques et culturelles) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ainsi que le procès de la dérive autoritaire par l'opposition.

La manœuvre peine néanmoins à convaincre en Amérique du Nord. L'absence au GDN de ceux qu'il considère comme interlocuteurs portant les revendications véritables des séparatistes est regrettable pour Washington. C'est pourquoi Donald Trump suspend le Cameroun de l'AGOA. Yaoundé commet une délégation conduite par Felix Mbayu, ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures chargé de la Coopération avec le Commonwealth et Rapporteur général du GDN, pour plaider auprès de Washington un moratoire qui laisserait au régime la possibilité de mettre en œuvre les résolutions du GDN. Au Forum de Paris sur la paix de novembre 2019, Paul Biya

[5] Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008.

[6] L'exception vient du sultan Ibrahim Mbombo Njoya, ex-membre du gouvernement et ex-ambassadeur, alors chef de la délégation du Comité central du RDPC à l'Ouest et sénateur. Celui-ci interpelle le régime sur la nécessité d'une refonte de la démocratie camerounaise (Cameroon Tribune, 2019).

[7] Loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées, livre préliminaire, article 3 et livre quatrième titre V.

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

donne aussi des assurances allant dans ce sens pour la résolution de la crise. N'empêche, les USA en appellent à l'organisation d'un « vrai dialogue » et un « transfert de pouvoir » vers les régions anglophones et une démobilisation de l'armée dans la zone (Jeune Afrique, 2019). Il faut attendre l'administration Biden pour que Washington décale son fusil d'épaule en soutenant et les efforts de Yaoundé à travers le rapatriement de certains activistes et la condamnation des exactions commises par les séparatistes (Human Rights Watch, 2022). Récemment, c'est avec le Canada qu'il y a eu un imbroglio : le vendredi 20 janvier 2023, Ottawa annonce en effet avoir « accepté de jouer un rôle de facilitateur » entre les forces séparatistes et le gouvernement camerounais. Le lundi 23 janvier 2023, Yaoundé dément avoir mandaté quiconque dans ce sens (Marquis, 2023). Ottawa voulait-il passer en force ? Yaoundé s'est-il rétracté ? Ce qui est certain est que même ayant perdu leur intensité initiale, les violences se poursuivent sporadiquement et sont susceptibles de réveiller d'autres prétentions.

## 4 Conclusion

La récurrence des crises est une porte ouverte aux politiques interventionnistes des grandes puissances dans le Sud. La crise anglophone attire les grandes puissances dans un giron qui relève des prérogatives de l'État du Cameroun. L'analyse qui précède permet ainsi de voir comment il surmonte la pression internationale en s'accommodant des pesanteurs historiques et en exploitant les failles causées par la difficile convergence des enjeux entre les acteurs des relations internationales. La complexité des contours de la crise fragmente le champ des discours et des représentations. Ainsi, la capacité à s'imposer dans la rixe dépendait de la faculté de distinguer ce qui relevait de la menace ou pas, du droit ou non, et d'en convaincre les autres parties. Ce jeu de persuasion, qui n'est pas toujours fondé sur la recherche de l'équité et de la justice, réitère l'importance des médias dans la construction des enjeux et des luttes (géo)politiques en tant que terrain de lutte pour la défense des intérêts par les États et autres acteurs des relations internationales contemporaines.

Pour surmonter la pression internationale entre 2018 et 2019, le Cameroun axe sa communication sur la légitimité de ses choix, au regard de la forme que lui confère sa constitution (celle d'un État unitaire décentralisé notamment) et des prérogatives internationales liées à son statut d'État souverain (disposer de lui-même et n'avoir que des égaux sur la scène internationale). Cette communication déconstruit également la rhétorique alarmiste et s'adosse sur un dialogue national dont il a pris l'initiative d'orienter le fond et la forme. Là où les interventionnistes comptaient sur leur notoriété diplomatique, c'est avec une subtile capacité d'adaptation et un argumentaire valorisant sa tradition diplomatique qu'il a déjoué la pression internationale. Ceci rend intéressante l'étude des usages de la mémoire aux fins de conservation du pouvoir par les régimes du Sud.

## Références

ABWA, Daniel (2010), *Cameroun : histoire d'un nationalisme (1884-1961)*, Yaoundé, Clé.

ACTU CAMEROUN (2018), « La force ne peut pas être une solution à la crise anglophone », *Actu Cameroun* [en ligne], URL : https://actucameroun.com/2018/12/07/gilles-thibault-ambassadeur-de-france-la-force-ne-peut-pas-etre-une-solution-a-la-crise-anglophone/.

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

ASSEMBLÉE NATIONALE/PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN (2008[1972]), Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008, URL : https://www.assnat.cm/images/La_Constitution.pdf

BARDIÈS, Laure (2023), « Guerre et médiation internationale : de l'ambiguïté française », *Défense et Sécurité Internationale*, n° 163, p. 56-59. URL : https://www.jstor.org/stable/48708026.

BELL, Tricia (2018), « Cameroun-Crise anglophone : un cadeau de la Chine pour la reconstruction », *Afrique 360* [en ligne]. URL : https://afrique.le360.ma/autres-pays/politique/2018/09/02/22726-cameroun-crise-anglophone-un-cadeau-de-la-chine-pour-la-reconstruction-22726.

BERCOVITCH, Jacob (1991), « International Mediation », *Journal of Peace Research*, vol. 28, n° 1, p. 3-6. DOI : https://doi.org/10.1177/0022343391028001002.

BOUBOUTOU, Rose-Marie (2018), « Cameroun : l'ambassadeur américain convoqué après avoir critiqué la gestion de la crise anglophone », *Jeune Afrique* [en ligne], URL : https://www.jeuneafrique.com/561807/politique/cameroun-lambassadeur-americain-convoque-apres-avoir-critique-la-gestion-de-la-crise-anglophone/.

CAMER.BE (2019), « Tommo Monthe : "Nous sommes venus dire que le Cameroun est debout, têtu comme la vérité" », *Camer.be* [en ligne], URL : https://www.camer.be/74808/30:27/cameroon-tommo-monthe-nous-sommes-venus-dire-que-le-cameroun-est-debout-tetu-comme-la-verite.html.

CAMEROON TRIBUNE (2019), « Grand Dialogue National. Sultan Ibrahim Mbombo Njoya : un pavé dans la marre », *Cameroon Tribune* [en ligne], URL : https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/28319/en.html/sultan-ibrahim-mbombo-njoya-un-pave-dans-la.

DIECKHOFF, Milena (2014), « International Mediation », *European Review of International Studies*, vol. 1, n° 2, p. 107-124. DOI : 10.3224/eris.v1i2.16506.

ÉYÉLOM, Franklin (2003), *Le partage du Cameroun entre la France et l'Angleterre,* Paris, L'Harmattan.

HENRY, Solveig (2018), « Guerres civiles et médiation : l'évolution du rôle des organisations internationales depuis 1945 », *Relations internationales*, n° 176, p. 3-16. DOI : https://doi.org/10.3917/ri.176.0003.

HUMAN RIGHTS WATCH (2022), « États-Unis : des demandeurs d'asile camerounais expulsés ont subi de graves préjudices », *Human Rights Watch* [en ligne], https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/10/etats-unis-des-demandeurs-dasile-camerounais-expulses-ont-subi-de-graves-prejudices.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2019), *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, Rapport Afrique n° 272, Bruxelles.

JEUNE AFRIQUE (2019), « Cameroun : Washington appelle à un "transfert de pouvoir" vers les régions anglophones », *Jeune Afrique* [en ligne], URL : https://www.jeuneafrique.com/859099/politique/camero un-washington-appelle-a-un-transfert-de-pouvoir-vers-les-regions-anglophones/.

KÖPP, Dirke & AMADOU, Nafissa (2019), « Günter Nooke : le dialogue camerounais ne doit pas échouer », *Deutsche Welle* [en ligne], URL : https://p. dw.com/p/3QfAK.

KOUNGOU, Léon (2018), « L'Ambazonie : l' "Etat" catalyseur du mal-être de l'anglophone au Cameroun », *Revue Défense Nationale*, n° 809, p. 101-106. DOI : https://doi.org/10.3917/rdna.809.0101.

MARQUIS, Mélanie (2023), « Négociations de paix : le Canada rabroué par le Cameroun », *La Presse* [en ligne], URL : https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2023-01-23/negociations-de-paix/le-canada-rabroue-par-le-cameroun.php.

MBALLA ÉYENGA, Cécille (2000), « La médiation internationale dans les conflits internes en Afrique », thèse de Doctorat 3e cycle en Relations internationales, Institut des Relations Internationales du Cameroun.

MOUELLE KOMBI, Narcisse (1996), *La politique étrangère du Cameroun*, Paris, L'Harmattan.

NDOUMBE, Nathan (2019), « Lejeune Mbella : "Le Cameroun reste un État de droit, indépendant et jaloux de sa souveraineté" », *Actu Cameroun* [en ligne], URL : https://actucameroun.com/2019/05/28/lejeune-mbella-mbella-le-cameroun-reste-un-etat-de-droit-independant-et-jaloux-de-sa-souverainete/.

NGOH, Victor Julius (2011), *The Untold Story of Cameroon Reunification : 1955-1961*, Limbé, Pressprint.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN (2019), Loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées, URL : https://www.prc.cm/fr/multimedia/documents/8036-loi-2019-024-du-24-decembre-2019.

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026

GOUVERNEMENT DU CAMEROUN (2019), Rapport du Rapporteur général du Grand Dialogue National, URL : https://journalintegration.com/wp-content/uploads/2019/10/GDN-Rapport-rapporteur-g\%82n\%82ral-fr-ok.pdf.

TOUVAL, Saadia (2003), « Mediation and Foreign Policy », *International Studies Review*, vol. 5, n° 4, p. 91-95. DOI : https://doi.org/10.1111/j.1079-1760.2003.00504009.x.

VILBOUX, Nicole (2019), *Les États-Unis et le Golfe de Guinée : intérêts, posture, perspectives*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique.

VOICE OF AMERICA (2018), « Le Cameroun désapprouve "vivement" les propos de l'ambassadeur américain », *Voice of America* [en ligne], URL : https://www.voaafrique.com/a/le-cameroun-désapprouve-vivement-les-propos-de-l-ambassadeur-américain-/4407830.html2/2.

WALLENSTEEN, Peter & SVENSSON, Isak (2014), « Talking peace : International mediation in armed conflicts », *Journal of Peace Research*, vol. 51, n° 2, p. 315-327. DOI : https://doi.org/10.1177/0022343313512223.

Published in : Sous la direction de Raphaël Lambal (dir.), *Les Annales du Sud, No. 2*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782487579026, doi : 10.17184/eac.9782487579026